



L'économie sociale doit-elle se mobiliser ? Et comment ?



Pourquoi lire ce texte ?

Vous êtes acteur/actrice de l'économie sociale et vous demandez comment réagir face aux mesures des nouveaux gouvernements, ou à n'importe quelle autre mesure politique ? Ce texte est fait pour vous !

Dans cette analyse, vous trouverez des clés pour réagir face à des mesures politiques, ou face à l'actualité en prenant en compte à la fois vos valeurs, mais aussi les spécificités de l'économie sociale.

Pour celles et ceux qui veulent prolonger la discussion, rendez-vous le jeudi 27 mars sur le temps de midi [sur ce lien](#) pour un échange sur les moyens d'action que l'économie sociale peut mettre en place le 31 mars prochain, de manière collective.

Les annonces des mesures du nouveau gouvernement belge ont suscité crainte et colère au sein de la population, dont une partie s'est exprimée dans la rue le 13 février. Les cadres, travailleur·ses, consommateur·trices, acteurs et bénéficiaires de l'économie sociale sont, eux aussi, traversés par ces sentiments. Certains nous ont d'ailleurs directement contactés en posant la question de ce que nous devrions ou pourrions faire en tant qu'acteurs d'économie sociale. Que pensons-nous des accords de gouvernement, et quelle grille de lecture peut-on utiliser de manière générale pour se mobiliser en tant qu'organisation d'économie sociale et solidaire ? Doit-on prendre position sur des mesures dont on pourrait penser qu'elles ne concernent pas directement l'économie sociale ? Comment se mobiliser face à des mesures qu'on estime injustes ? Faut-il participer aux grèves et manifestations ? Quelle contribution de l'économie sociale à la mobilisation sociale ?

Ces questions sont fondamentales pour l'économie sociale, et se posent aujourd'hui de manière aiguë, car la situation a rarement été aussi alarmante. Nous proposons dans ce texte des clés pour répondre à ces questions fondamentales.

L'économie sociale doit-elle se positionner ?

L'économie sociale a une riche histoire politique¹. Au 19^e siècle, les cantines coopératives et les associations étaient des hauts lieux de discussion politique et de débat.

Dans son histoire, l'économie sociale s'est toujours mêlée de politique. Faire partie de l'économie sociale, c'est faire le choix de mettre une finalité sociale et des valeurs au-dessus de ses intérêts particuliers. L'économie sociale, par sa nature même, a une dimension globale. Elle n'est pas un ensemble désarticulé d'entreprises isolées, mais dès le départ, elle est mouvement. Elle contribue à construire de nouveaux rapports humains basés sur la solidarité, la confiance, la libre discussion, à la place des rapports de hiérarchie, de domination et de dépendance. On ne peut donc rester neutre lorsque des mesures

politiques, ou des crises économiques viennent faire reculer le projet de société que nous avons toujours défendu !

Mais à quelles mesures doit-on réagir ? Et comment y réagir ? C'est ce que nous allons voir dans la suite de ce texte.

Comment se positionner face aux enjeux politiques, économiques et sociaux ?

L'économie sociale dans son ensemble a des valeurs communes qui servent de boussole face aux enjeux politiques, sociaux, économiques, culturels, environnementaux..., non seulement pour savoir quelle position prendre, mais aussi pour savoir comment décider de cette position.

Voici les deux principes fondamentaux qui définissent l'ES, et que défend SAW-B. Ils sont la base pour se positionner face à l'actualité politique : la finalité sociale et la démocratie dans l'entreprise. La première signifie que les entreprises d'économie sociale n'ont pas comme premier objectif le profit, mais qu'elles cherchent avant tout à répondre à des besoins sociaux, identifiés à travers des liens solides avec les populations. .

Le deuxième principe, la démocratie dans l'entreprise, invite les entreprises d'économie sociale à faire participer leurs travailleur-euse.s, leurs consommateur-trice.s, leurs bénéficiaires aux décisions de l'entreprise. Mais cet objectif de démocratie est aussi une manière de contribuer de manière plus large à l'esprit démocratique, en créant un espace avec lequel les individus peuvent s'emparer du débat politique, apprendre à donner leur avis et à prendre position.

Face à des enjeux importants comme ceux que nous voyons aujourd'hui, des processus de décision collective, impliquant le plus d'acteurs dans et autour de la structure d'économie sociale sont nécessaires. Chaque acteur, quelle que soit sa place dans la et autour de la structure doit pouvoir interpeller l'entreprise sur ses positionnements. Ainsi seulement, les entreprises d'économie sociale seront ouvertes sur le monde et sur ce qu'il traverse.

Ces processus peuvent être menés à l'échelle individuelle, à l'échelle d'un groupe, à l'échelle d'une entreprise, mais aussi à l'échelle de plusieurs entreprises d'économie sociale et des fédérations. , SAW-B a par exemple pris position par rapport aux nouvelles mesures du gouvernement dans l'édito « Moins de droits, plus d'inégalités : bienvenue dans l'ère du recul² ». Nous y dénonçons l'impact qu'auraient les mesures du gouvernement Arizona si elles étaient appliquées : L'exclusion des chômeurs, les diminutions de pension, la répression contre les migrants, des mesures qui vont toucher en particulier les femmes, surtout les plus précaires. Tout cela va selon à l'encontre des valeurs de l'économie sociale et mérite d'être dénoncé et combattu ! Nous allons également organiser une rencontre pour échanger sur les manières dont l'économie sociale peut se mobiliser (voir fin d'analyse).

Les risques de la mobilisation

La première question que l'on peut se poser avant de vouloir agir, que ce soit en prenant publiquement position ou en se mobilisant collectivement, c'est la question des risques. Quels risques prend une entreprise sociale en prenant position, en se mobilisant ou en ne le faisant pas ? La question est fondamentale.

Se mobiliser et prendre position publiquement comporte des risques politiques et financiers qui plairont à certains et déplairont à d'autres, avec parfois des conséquences pour la suite de l'activité. Cela peut freiner certains, dans un contexte économique fragile, mais c'est aussi parce que ce contexte est fragile, que la liberté d'opinion est précieuse et mise en danger qu'il appartient à l'économie sociale de s'exprimer.

La solidarité, un enjeu-clé

En laissant faire, non seulement nous acceptons les reculs, mais nous nous désolidarisons aussi du reste de la population, des personnes fragilisées, opprimées qui subissent de plein fouet les mesures gouvernementales. En faisant cela, nous faisons comme si chaque attaque était indépendante, comme si chaque fraction de la société devait se défendre de son côté. Mais c'est la meilleure manière de faire prendre au jeu du « diviser pour mieux régner ».

Comment faire entendre que l'économie sociale a un projet de transformation de la société dans l'intérêt de toutes et tous, si celle-ci reste indifférente face aux reculs sociaux ? L'économie sociale sera capable de mobiliser pour un projet de société si elle montre qu'elle est capable de se mobiliser au-delà de ses propres intérêts.

Comment se mobiliser ?

À partir du moment où l'on a décidé qu'il fallait faire quelque chose, encore faut-il savoir quoi. De nombreuses formes de mobilisations existent, et l'économie sociale peut aussi avoir ses propres formes de mobilisation.

Participer ou non aux manifestations ?

Faut-il rejoindre les mobilisations organisées par les syndicats ou d'autres organisations. L'intérêt de ces mouvements est qu'ils rassemblent des fractions importantes de la population, peuvent dépasser les secteurs, et permettre de montrer une contestation commune. Ils permettent de trouver des alliés, d'échanger sur les méthodes, d'apprendre à se connaître. Mais ces mouvements peuvent aussi avoir

certaines limites, par exemple en restant sur un terrain syndical, socio-économique, dans un rapport patronat-salariat, sans nécessairement mettre en question une vision de société ou les attaques contre des droits humains.

Il n'y a donc pas de réponse unanime, et la réponse à cette question peut être différente selon chaque mouvement et chaque structure. On peut par exemple se demander chaque fois si la participation de l'économie sociale à ce mouvement pourrait permettre d'apporter d'autres perspectives, par exemple en remettant en question le modèle économique dominant, en proposant des alternatives à ce système, en faisant connaître l'économie sociale plus largement.

Et la grève ?

Les entreprises d'économie sociale ont-elles intérêts à se mettre en grève ? Ou à participer à des journées de grève nationale, comme celle du 31 mars prochain ? Les particularités de l'économie sociale font que la question peut se poser différemment, au cas par cas. De la même manière que le personnel soignant peut difficilement faire grève sans mettre en danger des patient·es, certaines entreprises sociales ne peuvent se mettre en grève sans mettre en danger la santé ou la vie de leurs bénéficiaires et usagers. . Cela ne signifie pas qu'il n'y a pas d'autres manières de participer au mouvement, par exemple en s'adressant à nos publics, en les sensibilisant aux enjeux de la lutte, en expliquant les problèmes des mesures du gouvernement, etc.

La grève n'est pas qu'une mobilisation pour une meilleure répartition de la valeur. Elle peut être aussi une manière de se retrouver entre travailleurs, de prendre le temps que nous n'avons pas d'habitude pour parler de nos problèmes, pour s'exprimer, pour faire entendre des revendications. Dans ce cas, pourquoi la direction d'une structure d'économie sociale ne déciderait-elle pas de profiter de cette journée pour mobiliser autrement, pour discuter des enjeux, et rejoindre les manifestations et piquets prévus un jour de grève nationale pour échanger avec d'autres personnes d'autres structures, pour renforcer la solidarité ?

De manière générale, les formes de lutte de l'économie sociale sont innombrables. Au-delà des mobilisations syndicales ou des manifestations, des entreprises d'économie sociales peuvent aussi décider d'organiser des discussions en interne, entre travailleur·euses, pour réfléchir à la manière de se mobiliser. Cela peut déboucher sur des prises de parole dans l'espace public, l'organisation d'événements pour ouvrir le débat, des actions de sensibilisations auprès d'autres travailleurs, que ce soit de l'économie sociale ou non, des participations à des manifs avec des pancartes et des mots d'ordre qui mettent en avant les spécificités de l'économie sociale, des actions symboliques devant des ministères ou des entreprises, des ateliers d'échanges sur les revendications nécessaires, etc.

Conclusion : démocratie et finalité sociale

Finalement, on le voit, la question de la mobilisation n'est pas si évidente. Les principes de démocratie dans l'entreprise et de finalité sociale peuvent nous servir de boussole pour savoir quand et comment se poser le problème de la mobilisation. Ensuite, les formes de mobilisations sont multiples, et doivent tenir compte des spécificités de l'économie sociale. L'économie sociale ne peut s'insérer dans le mouvement collectif de mobilisation sans réflexion préalable.

Mais ce texte serait insuffisant s'il ne proposait pas une suite pour aller plus loin, et continuer les réflexions de manière collective. Nous proposons donc à toutes les structures et personnes individuelles qui souhaitent se mobiliser face aux mesures des nouveaux gouvernements de nous retrouver pour une discussion en ligne le jeudi 27 mars à midi sur [ce lien](#). Ce sera l'occasion de réfléchir à la manière donc l'économie sociale peut participer au mouvement contre les mesures du nouveau gouvernement, et en particulier à la journée de grève nationale annoncée pour le 31 mars.

¹ Nous avons écrit une analyse qui reprend certains apprentissages de cette histoire de l'ES qui peut se retrouver sur ce lien : <https://saw-b.be/publication/deux-siecles-deconomie-sociale-en-belgique-quels-enseignements/>

² <https://saw-b.be/2025/02/19/edito-moins-de-droits-plus-d-inegalites-bienvenue-dans-lere-du-recul/>



Ce texte vous parle, nos idées vous interpellent ? Partagez-les !



N'hésitez pas à nous contacter : info@saw-b.be ou 071 53 28 30

À la fois fédération d'associations et d'entreprises d'économie sociale, agence-conseil pour le développement d'entreprises sociales et organisme d'éducation permanente, SAW-B mobilise, interpelle, soutient, et innove pour susciter et accompagner le renouveau des pratiques économiques qu'incarne l'économie sociale. Au quotidien, nous apportons des réponses aux défis de notre époque.

Rédaction : Marian de Foy

Relecture : Joanne Clotuche, Quentin Mortier, Jean-François Herz

Illustration : Yakana